

Un historien chez les économistes : Albert Faucher [1915-1992]

Ruth Dupré

Volume 68, numéro 3, septembre 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602073ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602073ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dupré, R. (1992). Un historien chez les économistes : Albert Faucher [1915-1992]. *L'Actualité économique*, 68(3), 409–414.
<https://doi.org/10.7202/602073ar>

UN HISTORIEN CHEZ LES ÉCONOMISTES: ALBERT FAUCHER [1915-1992]

Ruth DUPRÉ

École des Hautes Études Commerciales

Albert Faucher, le doyen des économistes-historiens québécois, est mort en mars dernier à 76 ans, foudroyé par un infarctus à la Bibliothèque de l'Université Laval. Né dans la Beauce en 1915, il fut l'un des élèves-pionniers de la fameuse École des Sciences Sociales du Père Georges-Henri Lévesque. Après y avoir obtenu une licence en sciences sociales en 1941, il étudie l'histoire économique à l'Université de Toronto avec le plus célèbre économiste-historien du Canada, Harold Innis. En 1945, il y obtient son diplôme de maîtrise et est nommé professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1981.

Faucher fut le premier Québécois francophone, longtemps le seul, et finalement l'un des rares, à porter le titre plutôt lourd d'économiste-historien. En 1970, dans sa préface à *Histoire économique et unité canadienne*, Pierre Harvey déplorait que Faucher soit resté un cas original, une sorte d'anomalie qui avait eu bien peu d'imitateurs. Quelque vingt ans plus tard, force est de constater que les économistes québécois intéressés à la recherche historique sont toujours aussi peu nombreux.

Pourquoi? C'est qu'entre Faucher et les économistes des années 1980 et 1990, il y a bien plus que le fossé habituel entre les générations. La distance est en effet fort grande entre la science économique dominante, hautement formalisée, mathématisée, et souvent purifiée de tout rapport empirique, et l'approche historique à laquelle tenait tellement Faucher. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à lire la définition qu'il en donnait dans son dernier projet de recherche sur l'électricité:

«Ces hypothèses vont s'articuler graduellement au cours de la recherche en archives, sans jamais pourtant arriver à un modèle «sophistiqué» parce que mon travail doit demeurer *historique*. Les modèles savants écartent trop de «vérités» ou leur substituent des faussetés; ils sont trop beaux pour être vrais. L'histoire veut avant tout coller à l'espace et au temps concrets, elle s'exprime par le récit des événements¹.»

Faucher était bien conscient et certainement désolé de la mise au rancart de l'histoire économique par les économistes. Déjà en 1970, il écrivait que l'histoire

1. Texte inédit intitulé «projet de recherche: hypothèses de travail» daté de 1978; dans le Fonds Faucher conservé aux H.É.C.

économique semblait tomber en défaveur chez ses collègues anglophones «depuis qu'un célèbre auteur de *textbook* a dit ce qu'il pensait des historiens économistes : ceux qui se sentent incapables de pénétrer dans le champ rigoureux de l'économie des temps présents se fourrent la tête dans le sable du passé. Ce sont les autruches de la science économique...²» Une douzaine d'années plus tard, il confiait à Gilles Paquet en entrevue :

«Étant donné la nature des départements d'économie qui mathématisent tout, [...] on ne sait plus comment loger l'histoire. L'espace devient très rare dans une économie qui s'oriente ainsi [...] ça devient une espèce de terrorisme qui exclut la dimension temps, dont on n'a plus besoin...³»

Cependant, les économistes qui se donnent la peine de lire Faucher découvrent rapidement que malgré la différence méthodologique, l'analyse économique est omniprésente dans son œuvre. Faucher se définissait souvent comme un historien, mais il nous racontait toujours ses histoires dans une perspective et dans un langage d'économiste : forces du marché, rationalité, efficacité maximale, avantage comparatif, biens publics, prix de monopole.... Là est d'ailleurs toute l'originalité et l'importance de sa contribution à l'historiographie québécoise. Il a fait voir aux historiens les événements majeurs du XIX^e siècle : le rapport Durham, la canalisation, l'Acte d'Union, la Confédération, l'«exode» des Canadiens français, le développement industriel du Québec et de l'Ontario, sous un éclairage différent, celui d'un économiste.

C'est toutefois une perspective économique qui est toujours solidement ancrée dans la géographie et l'histoire :

«La perspective, qui situe le problème dans un contexte nord-atlantique, tient compte des politiques économiques, mais les retient comme facteur qu'il convient d'apprécier par rapport aux forces du marché. À l'intérieur d'un réseau donné, ces forces entraînent une polarisation des divers types d'activité en certains endroits; [...] La rationalité économique, voilà le premier critère d'appréciation. Le second critère, qui d'ailleurs informe et complète le premier, c'est la dimension spatio-temporelle où s'exerce la rationalité et où elle s'accomplit. La longue période dont on s'occupe ici met en cause des changements structurels; et la technologie qui entraîne ces changements détermine aussi les espaces économiques et conséquemment change l'écologie des centres industriels et commerciaux⁴.»

En parcourant l'œuvre de Faucher, on est frappé par son extraordinaire actualité. On y retrouve des éléments de réflexion sur les sujets les plus discutés des années 1990 : débat constitutionnel, mondialisation, changement technologique, environnement, électricité. C'est à se demander si Faucher ne démentirait pas Tolstoï, pour qui les historiens étaient des sourds qui répondent à des questions que personne ne leur pose⁵.

2. A. Faucher, *Histoire économique et unité canadienne*, Fides, Montréal, 1970, page 141.

3. L'entrevue réalisée en août 1982 fut publiée dans *La pensée économique au Québec français*, sous la direction de G. Paquet, Cahier Scientifique de l'ACFAS, 1989. La citation est tirée de la page 88.

4. A. Faucher, *Québec en Amérique au XIX^e siècle*, Fides, Montréal, 1973, page 92.

5. C'est avec ce savoureux extrait de Tolstoï que Faucher commence son introduction à son *Histoire économique et unité canadienne*, *op. cit.* page 3.

Au moment où l'on s'apprête à réarranger ou à défaire le Canada, il peut être opportun de rappeler que l'un des premiers intérêts de recherche de Faucher fut l'interprétation économique des arrangements politiques qui ont fait le Canada : l'Acte d'Union de 1841 et la Confédération de 1867⁶. Il y voyait dans les deux cas une opération de «sauvetage» économique à des problèmes de financement des grands travaux publics d'infrastructure que furent les canaux et les chemins de fer :

«[...] il faut bien aussi admettre que la Confédération fut un compromis. L'unité canadienne fut réalisée dans le compromis et sous la pression de forces capitalistes; et il semble bien que telle soit la condition de l'unité canadienne à maintenir qu'on doive accepter un *modus vivendi*. L'unité canadienne fut et doit demeurer un jeu d'équilibre entre les gouvernements fédéral et provinciaux; et toute tentative de centralisation outrée, comme toute velléité d'autonomie inconsidérée pourraient ruiner l'unité canadienne. [...] L'unité canadienne fut une entreprise onéreuse, et elle le demeure; elle fut beaucoup moins l'œuvre d'un idéal que le fruit d'un commun besoin de finance, et elle doit être discutée en termes plutôt prosaïques⁷.»

Un mariage de raison peut-être, mais pour Faucher, pas un mariage contre nature :

«Non, le Canada n'est pas une création anti-géographique et sans raison économique comme on a voulu le faire croire, et comme l'ont cru certains pour avoir accepté sans critique le donné géographique. En effet, des traits géographiques comme les chaînes de montagnes et les plaines ont amené certains observateurs à conclure que les axes d'activité auraient dû se tramer nord-sud et non est-ouest, et que l'aventure transcontinentale relève de la pure stratégie politique. Disons que cette assertion exprime une demi-vérité. Mais alors, quelle serait donc l'autre demi-vérité qui rende compte du transcontinentalisme comme réalité canadienne?

Il faut bien reconnaître le caractère historique des faits en les interprétant en fonction de leur âge technologique. Or, à l'origine du Canada, l'on en était à l'âge du canot et le réseau hydrographique du nord permettait une expansion nord-ouest et ouest aussi bien que sud-ouest. De plus, la chasse aux animaux à fourrure qui soutenait la course vers l'intérieur entraînait davantage vers le nord-ouest que vers le sud-ouest⁸.»

Au Canada, quand on ne parle pas de constitution, on parle de mondialisation. Et à écouter certains, on a l'impression que l'ordinateur et le fax ont inventé l'économie internationale. Une meilleure connaissance de l'histoire économique leur ferait réaliser que c'est loin d'être le cas. À ce sujet, toute l'œuvre de Faucher est un inlassable effort de démontrer qu'un Québec apparemment autonome vivait

6. Les quatre articles sur le sujet sont reproduits dans *Histoire économique et unité canadienne*, *op. cit.* Il s'agit de «Histoire économique et unité canadienne» un texte à caractère pédagogique publié en 1946 par la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval; «Le problème financier de la Province du Canada, 1841-1867» et «Le Fonds d'emprunt municipal dans le Haut-Canada, 1852-1867» publiés en 1960 dans *The Canadian Journal of Economics and Political Science* et *Recherches sociographiques*; et «La condition nord-américaine des provinces britanniques et l'impérialisme économique du régime Durham-Sydenham, 1839-1841», publié en 1967 dans *Recherches sociographiques*.

7. «Le fait canadien dans l'histoire économique» dans *Histoire économique et unité canadienne*, *op. cit.*, page 23. D'abord publié en 1946.

8. *Québec en Amérique au XIX^e siècle*, *op. cit.*, page 18. C'est peut-être ici que l'on retrouve la plus forte influence d'Innis sur Faucher. Ce passage est du «pur» Innis.

d'interdépendance même au XIX^e siècle et que son activité économique, que l'on croyait souvent isolée du reste du monde, se trouvait éminemment internationale. Depuis son célèbre article de 1952 avec Maurice Lamontagne, «History of Industrial Development»⁹, jusqu'à son essai sur la question de l'électricité dans ce numéro, il fut constamment préoccupé de présenter le Québec comme un cas dans l'ensemble qui constituait son milieu ambiant: ensemble canadien, nord-américain, nord-atlantique, et même à l'occasion, mondial.

C'était bien sûr l'essence de son œuvre majeure au titre évocateur de *Québec en Amérique* dont, notons en passant, près du quart est exclusivement consacré à l'Ontario et une presque aussi grande partie aux États-Unis, plus particulièrement à la Nouvelle-Angleterre et au Midwest. C'était aussi sa manière d'analyser le déclin de la construction navale et du port de Québec, victime du changement technologique et du libre-échange britannique, et le fameux «exode» des Canadiens français de la fin du XIX^e siècle¹⁰. Enfin quelqu'un replaçait l'événement dans son contexte au lieu de le considérer comme une tragédie essentiellement québécoise :

«On a trouvé spectaculaires et désastreux ces mouvements migratoires. L'étaient-ils tellement? Désastreux peut-être, d'un certain point de vue; spectaculaires non pas, si on les compare aux autres mouvements semblables soit en Amérique, soit en Europe [...] Ce qui étonne aujourd'hui, c'est que le caractère œcuménique du mouvement ait échappé à ceux qui enquêtaient sur l'exode des campagnes. Il faut dire qu'à cet âge protostatistique des institutions politiques et ecclésiastiques, il n'était pas facile d'évaluer l'ampleur des courants migratoires et encore moins de les interpréter par rapport aux grandes transformations du monde occidental. On ne mesure la portée de pareils événements qu'à la condition de les replacer dans leur contexte global. Ainsi, l'émigration canadienne-française nous apparaît comme l'expression régionale d'un rajustement à l'échelle de l'économie nord-atlantique.»

Les bouleversements économiques et sociaux entraînés par le changement technologique sont un autre phénomène que ceux qui ne sont pas trop férus d'histoire économique semblent considérer comme quelque chose de particulier à notre époque. Pourtant, rien n'est moins nouveau. Pour Faucher, on l'a souvent dit et on lui a même quelquefois reproché, la technologie était le facteur clef dans l'explication du processus économique de l'histoire :

9. A. Faucher et M. Lamontagne, «History of Industrial Development», *Essais sur le Québec contemporain/Essays on Contemporary Quebec*, édité par J.C. Falardeau, Presses de l'Université Laval, Québec, 1953, pp. 23-44.

10. Il s'agit de «The Decline of Shipbuilding in Quebec in the Nineteenth Century», *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. XXIII, no 2, mai 1957 et de «L'émigration des Canadiens français: position du problème et perspective», *Recherches sociographiques*, vol. V, no 3, sept-déc. 1964. Il y a deux autres articles dans la même veine «continentaliste» sur la question plus vaste de l'industrialisation du Québec: «Le caractère continental de l'industrialisation au Québec», *Recherches sociographiques*, vol. VI, no 3, sept-déc. 1965; et «Pouvoir politique et pouvoir économique dans l'évolution du Canada français», *Recherches sociographiques*, vol. VII, nos 1-2, jan.-août 1966. Les quatre sont reproduits dans *Histoire économique et unité canadienne*, *op. cit.* La citation provient des pages 256 et 257.

«Une technologie qui modifie constamment les choses, le rapport des choses entre elles, et les relations humaines. La technologie est un attribut de la culture, l'apanage de l'homme pensant et dialoguant avec la nature, se donnant un outillage et le modifiant ou renouvelant sans cesse. C'est le facteur omniprésent; il imbibe tout, il confère aux choses anciennes des dimensions nouvelles. Tout part de l'homme face à la nature, et avec l'homme tout devient dynamique.»

mais :

«En créant des options nouvelles, elle remet constamment l'homme à la torture du choix devant l'incertitude¹¹.»

De même, on retrouve déjà dans les écrits des années 1970 de Faucher une préoccupation pour les répercussions sur l'environnement de l'utilisation des ressources et de la technologie. En 1973, elle n'est qu'une note au tout début de *Québec en Amérique* :

«La technique est, par définition, outil de civilisation. Elle transforme le rocher des cascades en masse de béton, elle remplace les bosquets par des bassins hydrauliques; au nom de la civilisation, la technique chasse les oiseaux. Ainsi se crée, entre valeurs de civilisation et valeurs de culture, un rapport dialectique. L'homme n'arrive pas à s'adapter aux conditions confortables qu'il se donne. Déjà au début du siècle, Thorstein Veblen s'inquiétait de cette opposition de contrariété entre ces deux types de valeurs, entre l'ingénieur et le poète.»

Mais quelques années plus tard, Faucher, nageant encore à contre-courant de la majorité des économistes, ose avouer ouvertement que son plaidoyer est de nature éthique et même moraliste :

«Les deux dimensions, politico-économique et écologique se complètent [...] Leur complémentarité réciproque suppose donc que l'activité économique accepte comme limite sa propre répercussion, de moyenne ou de longue portée, sur l'ensemble du milieu; ce qui exige une générosité presque étrangère à la tradition nord-américaine; et c'est ce qui confère aussi à mon plaidoyer un caractère éthique, pour ne pas dire moraliste¹².»

Finalement, le tout dernier projet de recherche de Faucher concerne l'électricité, un autre sujet on ne peut plus d'actualité. Lorsque l'on évoque l'histoire de l'électricité au Québec, ce qui vient spontanément à l'esprit est le développement spectaculaire de la grande industrie : pâtes et papiers, aluminium, dans les régions du Plateau laurentien : Mauricie, Saguenay, Lac Saint-Jean. Faucher ne le déniait évidemment pas¹³, mais la question qui le préoccupait cette fois était autre. Elle concernait le reste de la province et ses consommateurs d'électricité urbains, ruraux, industriels et commerciaux. Il voulait savoir si les compagnies privées qui contrôlaient la production et la distribution d'électricité avant Hydro-Québec, comme la Montreal Light, Heat and Power, la Shawinigan Water & Power, la Quebec

11. *Québec en Amérique au XIX^e siècle*, *op. cit.*, pages 12 et 229.

12. Dans «Problématique des richesses naturelles», *Revue d'études canadiennes*, vol. 12, no 5, hiver 1977, page 108.

13. C'était d'ailleurs ce qu'il montrait dans «Le caractère continental de l'industrialisation au Québec», *op. cit.*

Power, ou la Southern Canada Power, avaient soutenu la promotion économique du Québec, en dehors d'un réseau d'entreprises liées aux États-Unis par la finance, le marché et la technique. Il s'est donc penché sur ce qu'il appelle «la question de l'électricité», ce mouvement de l'opinion publique mené par Philippe Hamel et T.D. Bouchard contre les pratiques monopolistiques des compagnies d'électricité. C'est le propos du texte posthume publié dans ce numéro. Faucher était loin d'avoir épuisé le sujet et toute la documentation accumulée dans ses années de recherche en archives (de l'Hydro-Québec, du Fonds Hamel, des villes de Québec, Montréal, Saint-Hyacinthe). Comme il nous l'a léguée, ce sera avec un grand plaisir que nous poursuivrons sa recherche.

Ceux qui ont eu la chance de connaître Albert Faucher ont été réchauffés, enrichis, égayés à son contact parce qu'il était un être chaleureux, drôle, brillant, et émouvant. Il nous laisse de magnifiques souvenirs, mais aussi un bien grand vide.